

RAPPORT SEMESTRIEL 2013



RAPPORT D'ACTIVITE



SES renforce son leadership sur le marché mondial des EEG

- Croissance de +14% au 1^{er} semestre 2013 par rapport au 1^{er} semestre 2012
- Accélération à l'international : +47% par rapport au 1^{er} semestre 2012
- Contrats majeurs signés en Europe du Nord et Asie
- Prises de commandes semestrielles record à 49 M€
- Résultat opérationnel à 2,1 M€ (6% CA) en raison du coût du développement international
- Perspective du S2 2013 : croissance tirée par l'international et rentabilité en hausse

CA (M€)	S1 2012	S2 2012	S1 2013
CA France	20,9	18,0	20,2
CA International	9,9	14,4	14,6
TOTAL CA	30,7	32,3	34,8
Marge sur coûts variables	12,6	12,6	13,3
En % CA	41%	39%	38%
Charges	-8,3	-8,4	-10,0
Amortissements et Provisions	-1,3	-1,4	-1,2
EBIT	3,0	2,8	2,1
En % CA	10%	9%	6%

Commentaire de Thierry Gadou, Président-Directeur Général de SES

« SES a poursuivi son développement au premier semestre et enregistré un chiffre d'affaires de près de 35 M€ soit une croissance de 14% tirée par l'international qui progresse de +47% et enregistre son 3^{ème} trimestre consécutif de forte croissance. SES réalise également en France une performance appréciable avec un chiffre d'affaires de plus de 20 M€, en croissance de 7,5% par rapport au semestre précédent. Grâce à d'importants contrats remportés au cours des derniers mois, les prises de commandes ont également été très dynamiques, atteignant un niveau record de 49 M€ pour le premier semestre, gage de visibilité pour les mois à venir. SES avance dans la mise en œuvre méthodique de son plan stratégique « i³ » centré sur trois priorités : international, innovation, industrialisation. Ce plan induit une progression des charges en avance de phase par rapport à la courbe des revenus, d'où une rentabilité encore sous pression au premier semestre. Mais grâce à la poursuite attendue de la dynamique de croissance et à la stabilisation des charges, la rentabilité amorcera comme prévu sa remontée au 2nd semestre. SES passera le cap des 50% de son activité à l'international, un taux qui continuera de progresser ensuite, en ligne avec notre ambition : devenir mondial ; être engagé auprès des plus grands distributeurs mondiaux dans la révolution du digital ; être les plus compétitifs grâce à notre position de N°1 et notre expérience unique ».

1 CROISSANCE DE L'ACTIVITE

Pour le premier semestre, SES réalise un CA de 34.8 M€ en croissance de +14% par rapport au premier semestre 2012, tiré par l'international (+47%). Les nouvelles installations s'élèvent au total à 453 magasins.

CA (M€)	France	International	Total
T1 2012	11,2	4,7	15,9
T1 2013	10,0	5,9	15,9
% variation	-10%	+26%	0%
T2 2012	9,7	5,2	14,9
T2 2013	10,2	8,7	18,9
% variation	+5%	+71%	+27%
S1 2012	20,9	9,9	30,7
S1 2013	20,2	14,6	34,8
% variation	-3%	+47%	+14%

Accélération à l'international

SES poursuit avec succès son plan de développement international et enregistre pour le troisième trimestre consécutif une forte progression de son chiffre d'affaires (+64% au T4 2012, +26% au T1 2013, +71% au T2 2013) par rapport à l'année précédente.

Grâce à plusieurs contrats de déploiement importants signés ces derniers mois, les nouvelles installations ont fortement progressé. La croissance concerne également les activités de maintenance et de rééquipement. Au premier semestre 2013, l'Amérique Latine, l'Asie du Sud-Est et l'Europe du Nord ont particulièrement contribué à cette croissance grâce aux efforts commerciaux et marketing entrepris depuis 2012 pour développer ces marchés. Les ventes en Europe du Sud (Italie, Espagne) se sont également redressées en dépit d'une conjoncture difficile, grâce à une forte impulsion commerciale.

Par ailleurs, des efforts de développement importants se sont poursuivis dans d'autres zones à fort potentiel (Amérique du Nord, Europe de l'Est, Moyen-Orient, Extrême-Orient). Au cours du 1^{er} semestre 2013 SES a ouvert une filiale aux États-Unis (Boston, MA) et constitué une équipe technico-commerciale. Les premiers mois de prospection ont permis de commencer à faire connaître SES en Amérique du Nord, de nouer un dialogue avec de nombreux distributeurs et de construire un pipeline commercial. La filiale de SES au Mexique a poursuivi son développement conforme au plan de marche et des efforts sont en cours pour compléter la couverture commerciale en Amérique du Sud. En Asie-Pacifique, un bureau de représentation commerciale a été ouvert à Sydney (Australie). Des efforts de prospection ont été entrepris dans d'autres pays d'Asie.

Au total, cette activité de développement de zones nouvelles se traduit par une croissance du nombre de nouveaux pilotes et du portefeuille d'opportunités commerciales, gages de visibilité et de relais de croissance pour l'avenir.

L'international représente au deuxième trimestre 46% du CA total de SES, taux qui devrait continuer de progresser dans les trimestres à venir.

Rebond commercial en France

La France est à nouveau en croissance au deuxième trimestre 2013 (10,2 M€, +5%), mais surtout enregistre pour l'ensemble du premier semestre 2013 (20,2 M€) un rebond séquentiel de +7,5% par rapport au semestre précédent (18,8 M€ au S2 2012).

En dépit d'un niveau d'équipement déjà significatif et d'une conjoncture économique qui a limité les nouvelles installations, cette performance s'explique notamment par la fidélité et le taux de renouvellement de l'importante base installée de SES sur son marché domestique, et par la politique d'innovation de l'entreprise. Les nouveaux produits (G-tag+, NFC-tag) et logiciels de la gamme ont été introduits au sein de la majorité des grandes enseignes indépendantes et intégrées clientes de SES. Au premier semestre 2013, le chiffre d'affaires généré par la base installée (maintenance et rééquipement) est en progression de plus de 10%.

Prise de commandes record

SES confirme sa dynamique commerciale positive avec une forte hausse des prises de commandes au 1^{er} semestre 2013 tirées par l'international avec la signature de deux contrats importants :

- A Singapour, le déploiement des magasins FairPrice du groupe NTUC, premier déploiement significatif d'étiquettes électroniques en Asie du Sud-Est,
- En Scandinavie, le déploiement intégral d'une enseigne leader de supermarchés (2,5 millions d'étiquettes G-tag+), le plus important déploiement en technologie graphique au plan mondial à ce jour.

Au total, les prises de commandes s'élèvent pour le 1^{er} semestre 2013 à un montant de 49 M€ soit un ratio Book-to-bill de 140%, et concernent notamment 860 nouvelles installations de magasins (dont 80% à l'international), un nombre en croissance +40% par rapport au 1^{er} semestre 2012.

2 RESULTATS CONSOLIDES

P&L IFRS (M€)	S1 2012	S2 2012	S1 2013
CA	30,7	32,3	34,8
MARGE SUR COUTS VARIABLES	12,6	12,6	13,3
<i>En % CA</i>	<i>41%</i>	<i>39%</i>	<i>38%</i>
charges d'exploitation :	-9,6	-9,8	-11,2
<i>Personnel</i>	<i>-4,3</i>	<i>-5,0</i>	<i>-5,6</i>
<i>Autres charges</i>	<i>-4,0</i>	<i>-3,4</i>	<i>-4,4</i>
<i>Amortissements & Provisions</i>	<i>-1,3</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,2</i>
EBIT	3,0	2,8	2,1
<i>En % CA</i>	<i>10%</i>	<i>9%</i>	<i>6%</i>
RESULTAT NET	2,1	2,0	1,7
<i>En % CA</i>	<i>7%</i>	<i>6%</i>	<i>5%</i>

NB : les charges d'exploitation du 1^{er} semestre 2012 sont affectées par des charges et provisions non récurrentes de restructuration d'un montant de 1,5 M€

Marge sur coûts variables (marge brute après déduction des frais variables sur ventes : transports, commissions, prestations externes d'installation, ...)

La marge brute s'établit à 13,3 M€ en progression de +6% par rapport au 1^{er} et 2nd semestres de 2012. Le taux de marge s'élève à 38%, soit un recul tendanciel de 1 point par rapport au semestre précédent qui s'explique par :

- L'évolution du mix produit, avec la progression rapide des ventes des gammes G-tag/G-tag+/G-tag+ NFC dont les produits plus onéreux ont une marge unitaire plus élevée mais un taux de marge plus faible que les gammes segment.
- La persistance d'une concurrence forte sur les prix, ainsi que les efforts commerciaux nécessaires à la stratégie de conquête internationale.

Charges d'exploitation

En cohérence avec la mise en œuvre du plan i3 (international, innovation, industrialisation) de transformation de l'entreprise, les charges ont continué de progresser au premier semestre pour atteindre 11,2 M€, en progression de 14% par rapport au semestre précédent (S2 2012). Sur un an, les charges progressent de 16% par rapport au 1^{er} semestre 2012, un taux en réalité de +38% si l'on retire les charges non récurrentes de restructuration ayant impacté le S1 2012 pour 1,5M€.

Cette progression des dépenses en avance de phase sur la courbe des revenus s'explique par la nécessité de mettre en place rapidement les moyens nécessaires à l'internationalisation et la structuration opérationnelle de la société, alors même que la plupart des zones nouvelles sont encore en phase de démarrage et en dessous de la taille critique.

Les charges de personnel s'établissent à 5,6 M€ en progression de 12% par rapport au S2 2012, en cohérence avec la progression de l'effectif moyen sur la période (passé de 150 à 167). L'effectif est passé au cours du 1^{er} semestre 2013 de 162 salariés fin 2012 à 172 salariés à fin juin 2013. Les embauches ont essentiellement porté sur les équipes dédiées à l'international, tant commerciales que techniques, ainsi que sur la structuration des équipes support.

Les autres charges opérationnelles progressent également pour atteindre 4,4 M€ en progression de 29% par rapport au semestre précédent. Il s'agit principalement de la croissance des postes suivants : marketing, frais de déplacement internationaux, ouverture de l'Innovation Center, honoraires de consultants associés au plan de transformation, création des filiales, honoraires juridiques.

Les efforts de structuration à présent réalisés, les charges vont entrer dans une phase progressive de stabilisation et d'absorption par la dynamique de croissance impulsée grâce au plan i³.

Rentabilité

P&L IFRS (M€)	S1 2012	S2 2012	S1 2013
EBIT	3,0	2,8	2,1
<i>En % CA</i>	<i>10%</i>	<i>9%</i>	<i>6%</i>
Résultat financier	0,4	0,2	0,5
IS	-1,3	-1,0	-0,9
RESULTAT NET	2,1	2,0	1,7
<i>En % CA</i>	<i>7%</i>	<i>6%</i>	<i>5%</i>

Compte tenu de l'évolution de la marge et des coûts de structure décrits plus haut, le résultat opérationnel (EBIT) s'établit à 2,1M€ soit 6% du chiffre d'affaires, en recul de -30% par rapport au premier semestre 2012.

Le résultat net s'établit à 1,7M€ soit 5% du chiffre d'affaires, en recul de -19% par rapport au premier semestre 2012.

3 TRESORERIE

Flux de trésorerie simplifié (M€)	S1 2012	S2 2012	S1 2013
Capacité d'autofinancement	4,6	3,9	4,0
Var. BFR total	-2,1	-0,7	-6,7
Investissements	-2,4	-3,2	-3,5
FLUX DE TRESORERIE OPERATIONNEL	0,1	0,0	-6,2
Dividendes et rachat actions propres / écarts de conversion	-5,8	0,0	0,0
IS versé	-2,8	-1,2	0,0
FLUX DE TRESORERIE NETTE	-8,5	-1,2	-6,2

Store Electronic Systems dispose d'une trésorerie nette qui s'élève à 18,5 M€ au 30 juin 2013, contre 24,7 M€ à fin décembre 2012. Les principaux postes de consommation de trésorerie sont les suivants :

- L'augmentation du BFR liée à l'accélération de la croissance au 2nd trimestre et à un allongement des délais de règlement clients dans certaines zones affectées par la conjoncture ;
- La poursuite du programme d'investissement, principalement consacré à la R&D à hauteur de 2,9M€, à la modernisation des systèmes d'information (nouvel ERP) à hauteur de 0,4M€, le solde de 0,2M€ étant essentiellement consacré aux aménagements et équipements relatifs à la création de l'Innovation Center.

Augmentation du BFR d'exploitation

(M€)	S1 2012	S2 2012	S1 2013
Stocks nets	20,5	21,7	25,3
Clients nets	21,0	22,5	30,5
Clients acomptes et PCA	-0,9	-0,6	-2,7
Fournisseurs	-10,2	-13,1	-16,4
Fournisseurs acomptes et CCA	0,6	0,8	2,1
BFR D'EXPLOITATION	30,9	31,3	38,8

Le BFR d'exploitation sur la période s'établit à 38.8 M€ soit une augmentation de 7.5 M€ sur le semestre du fait principalement de la croissance de l'activité et des facteurs suivants :

- **Augmentation des stocks +3.6 M€ par rapport à fin 2012**

La forte augmentation des stocks est exclusivement due à la croissance rapide des ventes des nouvelles gammes G-tag+ et G-tag+ NFC dont les stocks étaient réduits en début d'année et dont les commandes ont été multipliées par 4 par rapport à la période précédente. Ainsi les

stocks de composants et encours (fabrication et transit) des gammes graphiques ont fortement augmenté pour s'adapter à cette transformation de la composition des ventes.

Cet effet a plus que compensé l'effet positif de la réduction des stocks sur les autres produits de la gamme (S-tag et S-tag+) dans le cadre du programme d'amélioration opérationnelle en cours.

- **Augmentation des encours clients (+5,8 M€) par rapport à fin décembre 2012**

Les encours clients nets des acomptes perçus et produits constatés d'avance progressent de +5,8 M€ par rapport à décembre 2012, en raison de :

- La forte croissance du 2nd trimestre et notamment au mois de juin, qui a enregistré un chiffre d'affaires record de plus de 9M€ ;
- La dégradation des délais de paiement, notamment en Europe du sud et en Amérique Latine, en partie attribuable à une conjoncture plus difficile.

Le BFR d'exploitation reste stabilisé à un niveau élevé de l'ordre de 50% du CA qui doit être réduit dans les semestres à venir. Tant sur la gestion du poste client que sur la gestion des stocks, des chantiers d'amélioration des processus et des outils sont en cours et se concrétiseront pleinement avec la mise en place du nouvel ERP et d'une nouvelle organisation de la supply chain associée.

4 R&D : L'INNOVATION AU SERVICE DE LA CROISSANCE

L'innovation est au cœur de la stratégie de croissance rentable de SES. Elle est fondée sur une ambition : faire du balisage électronique une arme stratégique pour les distributeurs, leur apportant sans cesse plus de valeur ajoutée et de bénéfices : agilité prix, productivité, marketing de précision, efficacité opérationnelle. Cette politique d'innovation de SES contribue à l'adoption des solutions de balisage électronique partout dans le monde et progressivement dans tous les compartiments du commerce alimentaire et non-alimentaire.

Dans le cadre du plan i3, SES a lancé un programme de R&D dont les projets à court et moyen terme couvrent toutes les composantes de sa solution d'étiquettes électroniques : design, display, communication radio, logiciel, mécanique et fixations, industrialisation et qualité totale. Ce programme s'est poursuivi au 1^{er} semestre 2013 à un rythme soutenu tout en se concentrant sur les axes de croissance prioritaires de la société :

- Développement de la suite logicielle avec de nouveaux modules fonctionnels
- Développement de solutions verticales adaptées à des secteurs à fort potentiel telles que la distribution de proximité (convenience stores) et la distribution spécialisée non alimentaire (électronique, telecom, DIY, beauté, santé, ...).
- Enrichissement de la plateforme radio (multi-fréquence, solutions plug & play)
- Architectures IT adaptées aux besoins des très grands comptes intégrés en matière d'urbanisation de leur système d'information magasin (centralisation, cloud, virtualisation, pilotage et asset management)
- Industrialisation de la gamme NFC et développement des applications associées aux usages futurs de l'interactivité en rayon.

L'essor irréversible des étiquettes interactives NFC

SES continue d'être à l'avant-garde en terme d'interactivité embarquée dans les étiquettes de gondole. Au cours du premier semestre, NXP Semiconductors N.V. (NASDAQ : NXPI) et Store Electronic Systems (SES, NYSE Euronext : SESL, FR0010282822) ont annoncé leur coopération pour une adoption en masse de la technologie NFC par la grande distribution afin de tirer profit de la généralisation des smartphones NFC et de proposer de nouvelles expériences d'achat aux consommateurs.

La révolution du « contactless » et des étiquettes interactives (NFC) est lancée avec une dizaine d'enseignes engagées avec SES dans 5 pays et des commandes de plus de 4 millions de NFC-tags enregistrées à fin juin.

La gamme s'est en outre étendue avec la sortie de la G-tag+4 NFC, la plus petite étiquette graphique HD NFC à affichage dynamique existante aujourd'hui dans le monde.

En parallèle de la mise en place de ces infrastructures, les applications qui sous-tendent les nouveaux usages interactifs sont en cours de développement : *« Nos clients distributeurs se préparent à faire entrer le digital dans leurs magasins et à dialoguer demain avec les consommateurs dans leurs rayons pour offrir de nouveaux services. Grâce à l'atout décisif des magasins intelligents, les grands distributeurs mondiaux savent qu'ils peuvent devenir désormais les leaders du commerce électronique et multi-canal »*, précise Thierry Gadou, Président de SES.

5 LES FACTEURS DE RISQUE

Le Groupe n' a pas identifié au cours du 1er semestre de risques autres que ceux déjà détaillés dans le rapport annuel 2012 qui puissent impacter significativement la fin de cet exercice, hormis une nouvelle dégradation de l'environnement économique et monétaire.

6 PERSPECTIVES

Poursuite de la croissance

SES anticipe ainsi pour le second semestre 2013 la poursuite d'une croissance soutenue tirée par l'international. L'offensive en matière d'innovation se poursuivra également avec le lancement de nouvelles offres et solutions technologiques.

Rentabilité à un point d'inflexion

Du fait de la croissance attendue au second semestre 2013 et de la stabilisation progressive des charges liées à la transformation et au développement de l'entreprise, la rentabilité devrait comme prévu amorcer sa remontée.

RAPPORT FINANCIER



COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2013

SES est une société à Conseil d'administration cotée sur Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C, code ISIN FR 0010282822).

Les comptes consolidés du groupe SES (ci-après « le Groupe ») au 30 juin 2013 recouvrent une période de 6 mois et présentent un total de bilan de 116 326 K€ et un résultat net consolidé de 1 671 K€. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 28 août 2013.

1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

1.1 Bilan consolidé

K€	Notes	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		6 mois	12 mois	6 mois
Immobilisations incorporelles	1	34 998	33 178	30 921
Immobilisations corporelles	2	1 987	1 468	1 481
Actifs financiers	3	319	280	251
Impôts différés actif		385	301	231
ACTIFS NON COURANTS		37 689	35 227	32 884
Stocks et en-cours	4	25 341	21 712	20 453
Créances clients	5	30 460	22 479	20 976
Autres débiteurs courants	6	4 336	4 251	2849
Trésorerie & équivalents de trésorerie	7	23 082	24 695	25 837
ACTIFS COURANTS		83 219	73 137	70 115
TOTAL ACTIF		120 908	108 364	102 999

K€	Notes	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		6 mois	12 mois	6 mois
Capital	8	22 050	22 050	22 050
Autres instruments de capitaux propres	9	612	475	392
Réserves consolidées	10	66 323	62 298	62 348
Résultat - part groupe		1 671	4 094	2 091
CAPITAUX PROPRES		90 656	88 917	86 881
Provisions non courantes	11	274	251	505
Impôts différés passif		29	0	14
Autres passifs non courants	12	2 107	1 859	1 591
PASSIFS NON COURANTS		2 410	2 110	2 110
Concours bancaires	7	4 582	0	0
Dettes fournisseurs	13	16 441	13 112	10 208
Autres dettes et comptes de régularisation	14	6 819	4 225	3 800
PASSIFS COURANTS		27 842	17 337	14 008
TOTAL PASSIF		120 908	108 364	102 999

1.2 Compte de résultat consolidé

Présentation comptable du P&L en K€	Notes	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
		6 mois	12 mois	6 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES	15	34 871	62 975	30 749
Achats consommés		-23 224	-36 735	-18 034
Charges externes	16	- 5 919	-9 999	-4 089
Charges de personnel	17	-5 636	-9 333	-4 298
Impôts et taxes		-395	-693	-371
Dotations aux amortissements		-1 339	-2 452	-1199
Dotations nette aux provisions	18	66	-569	-493
Variation des stocks de produits en cours et produits finis		3 694	3 242	1638
Autres produits et charges de l'exploitation		-40	-684	-875
RESULTAT OPERATIONNEL		2 078	5 752	3 028
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		336	699	373
Autres produits et charges financiers	19	128	-93	27
Charge d'impôt	20	-871	-2 264	-1 337
RESULTAT NET	21	1 671	4 094	2 091

1.3 État du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

K€	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
RESULTAT NET	1 671	4 094	2 091
Écarts de conversion			
Couverture de flux de trésorerie			
Écarts de réévaluation			
Écarts actuariels			
RESULTAT GLOBAL	1 671	4 094	2 091
- revenant à la société mère	1 671	4 094	2 091
- revenant aux minoritaires			

1.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

K€	Capital	Autres instruments de capitaux propres	Réserves	Résultat	Total
Autres variations		89	-458		-369
Résultat 2011			3 213	-8 704	-5 491
Résultat 2012				4 094	4 094
Capitaux propres 31/12/2012	22 050	475	62 298	4 094	88 917
Autres variations		137	-68		69
Résultat 2012			4 094	-4 094	0
Résultat 30/06/2013				1 671	1 671
Capitaux propres 30/06/2013	22 050	612	66 392	1 671	90 656

1.5 Tableau consolidé des flux de trésorerie

K€		30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
+ Résultat net consolidé		1 671	4 094	2 091
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)		1 360	2114	1 116
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options & assimilés		137	89	6
-/+ Autres produits et charges calculés				43
Capacité d'autofinancement		3 168	6 297	3 256
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)		871	2 264	1 337
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	(A)	4 039	8 561	4 593
- Impôts versés	(B)	10	-4 012	-2 799
+/- Var. du B.F.R. lié à l'activité (y.c. dette liée au personnel)	(C)	-6 710	- 2751	-2 118
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	D=A+B+C	- 2 661	1 798	-324
- Décaissements liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		- 3675	- 5866	-2 426
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-54	-52	-23
+ Encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		15		
+ Subventions d'investissement reçues		248	367	99
= FLUX NET DE TRESO. Liés aux investissements	(E)	-3 466	- 5 551	-2 350
- distribution de dividendes			-5 491	-5 491
-/+ Rachats et reventes d'actions propres		-78	-430	-395
= FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		-78	- 5921	-5 886
+/- Incidence des variations des cours de devises	(G)	10	-28	
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	D+E+F+G	-6 195	-9 702	- 8 560

1.6 Faits majeurs de la période

Pour le premier semestre, SES réalise un CA de 34.8 M€ en croissance de +13% par rapport au 1er semestre 2012, dans le cadre d'une activité tirée par l'international (+47%).

La rentabilité de ce semestre subit le contrecoup

- des investissements de croissance à international qui induisent un niveau de charges en avance de phase par rapport à la courbe du chiffre d'affaires, les nouvelles zones en développement n'ayant pas encore atteint un seuil de taille critique (Amériques, Asie Pacifique notamment),
- des frais de R&D toujours très soutenus.

Par ailleurs, Madame Pascale Dubreuil a été nommée le 2 Avril 2013 au poste de Directeur Financier, succédant ainsi à Monsieur Michel Boyer.

Les charges non récurrentes liées au départ de ce dernier ont été entièrement comptabilisées sur le premier semestre 2013.

2 ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A L'ARRETE

Aucun évènement susceptible d'affecter les comptes au 30 juin 2013 n'est survenu entre le 30 juin 2013 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration.

Un contrôle fiscal est en cours portant sur la période 2010 à 2012.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

3.1 Base de préparation des états financiers consolidés

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe SES au titre de la période arrêtée le 30 juin 2013 sont établis selon les normes internationales d'informations financières (les "IFRS") applicables à cette date et telles qu'approuvées par l'Union Européenne, à la date d'arrêté de ces états financiers.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2013 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « information financière semestrielle »

La devise de présentation des états financiers consolidés est l'euro. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique à l'exception d'un certain nombre de comptes d'actifs et passifs qui ont été évalués à la juste valeur.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société SES et de ses filiales SES Asia Pacific, SES Latino America et SES Italia (créée au premier semestre 2013). Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les sociétés arrêtent leurs comptes semestriels au 30 juin. Tous les soldes intragroupes, transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les comptes sociaux de chacune des sociétés du Groupe sont établis en accord avec les principes comptables et les réglementations en vigueur dans leurs pays respectifs. Ils font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes de consolidation en vigueur dans le Groupe.

Les nouveaux textes d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013 et appliqués pour la première fois par le groupe SES sont les suivants :

- Amendement IAS 19 Avantages au personnel : cet amendement supprime notamment la possibilité retenue précédemment par le Groupe, de comptabiliser les écarts actuariels en résultat. Les variations des écarts



actuariels sont désormais systématiquement enregistrées en « Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ». Ce texte n'a pas d'impact significatif sur les comptes du groupe SES.

- Amendement IAS 1 Présentation des autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres : cet amendement, adopté en 2012 par l'Union européenne, a conduit à distinguer au sein de l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, les éléments qui seront recyclables en résultat des éléments qui ne seront jamais recyclables en résultat.
- IFRS 13 Evaluation de la juste valeur : cette norme, adoptée en 2012 par l'Union européenne, précise comment déterminer la juste valeur lorsque son application est imposée ou admise dans une autre norme IFRS. Ce texte n'a pas d'impact significatif sur les comptes du groupe SES.

Par ailleurs, la Société n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes et interprétations publiées dont l'application ne sera obligatoire qu'au titre des exercices ouverts postérieurement au 1er janvier 2013. Il s'agit des normes et interprétations suivantes :

- Amendement IAS 32, « Instruments financiers, présentation : Compensations des actifs et des passifs financiers », obligatoire à partir du 1er janvier 2014, adoptée par l'Union Européenne,
- IFRS 9, « Instruments Financiers pour la phase « classification et évaluation », obligatoire à partir du 1er janvier 2015, non encore adoptée par l'Union Européenne,
- Amendement IFRS 7, « Instruments financiers, information à fournir : Informations à fournir en annexes sur la transition entre IAS 39 et IFRS 9 », obligatoire à partir du 1er janvier 2015, adoptée par l'Union Européenne,
- Amendement IAS 36, « Information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers », obligatoire à partir du 1er janvier 2014, non adoptée par l'Union Européenne.

3.2 Estimations et jugements

Les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers qui sont comptabilisés selon la convention de la juste valeur. L'établissement des états financiers nécessite, conformément au cadre conceptuel des normes IFRS, d'effectuer des estimations et d'utiliser des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les estimations significatives réalisées par SES pour l'établissement des états financiers portent principalement sur :

- les évaluations retenues pour les tests des pertes de valeur notamment de la valeur recouvrable du goodwill et des immobilisations incorporelles
- l'évaluation à la juste valeur des instruments financiers (paragraphe II.1.8)
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation de la valeur recouvrable des créances et des stocks.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, SES révisé ses estimations sur la base des informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

3.3 Immobilisations incorporelles (IAS 38)

- Les immobilisations incorporelles comprennent :
- des frais de développement



- des brevets
- des logiciels
- un goodwill

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et sont amorties.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations, sur les bases suivantes :

	Durée d'amortissement
Frais de développement	3 à 5 ans
Brevets	10 ans
Logiciels	2 à 5 ans

Aucune valeur résiduelle n'est retenue pour la détermination de la base amortissable.

Conformément à la norme IAS 36, le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel et les autres immobilisations incorporelles amortissables sont testées lorsqu'il apparaît des indices de perte de valeur.

L'existence de ces indices est examinée à chaque arrêté annuel et intermédiaire. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'immobilisation avec sa valeur recouvrable, déterminée comme le montant le plus élevé entre sa juste valeur et sa valeur d'utilité.

Une dépréciation est comptabilisée en cas de perte de valeur. Les pertes de valeur peuvent être reprises lorsque les conditions ont changé sauf pour le goodwill. A l'exception du goodwill, les pertes de valeur modifient de manière prospective le plan d'amortissement puisqu'elles s'imputent sur la base amortissable.

Frais de développement

Les frais de développement engagés par SES sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, à l'exception des frais de développement des projets répondant aux critères suivants :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- le produit ou procédé sera commercialisé ou utilisé en interne ;
- il existe un marché potentiel pour le produit ou son utilité en interne est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Brevets

Concernant l'évaluation des brevets, en l'absence de marché actif, le Groupe a retenu la méthode du coût d'acquisition.



Goodwill

le goodwill correspond à la valeur attribuée au fonds de commerce lors de l'opération de fusion réalisée en date du 16 mai 2007 entre SES et SES-ESL.

Le test de dépréciation du Goodwill réalisé sur la base de la méthode des Discounted Cash Flows (DCF) a permis de confirmer la valeur au bilan du Goodwill. La valeur actuelle qui ressort de ce test est largement supérieure à la valeur comptable des actifs.

Les principales hypothèses retenues sont assises sur :

- Le business plan à 4 ans de la Société approuvé par le Conseil d'administration,
- Une croissance de l'activité (+3% l'an) pour extrapoler les projections de flux au-delà de la période couverte par le Business Plan, soit un taux de croissance sensiblement inférieur à celui constaté ces dernières années,
- Un taux d'actualisation de 9,5%, appliqué aux flux de trésorerie.

3.4 Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilisation suivantes :

	Durée d'amortissement
Outillage	3 à 5 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Mobilier, matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Aucune valeur résiduelle n'est retenue pour la détermination de la base amortissable.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée est traité comme un changement d'estimation appliqué de manière prospective conformément à la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations et erreurs » et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de frais de cession et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps, de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Une immobilisation corporelle est dé-comptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie.



3.5 Contrats de location (IAS 17)

Les loyers payés dans le cadre de ces contrats, qualifiés de location simple, constituent des charges de l'exercice.

3.6 Actifs financiers (IAS 39)

Les actifs financiers non courants comprennent des dépôts et cautionnements ainsi que des prêts. Ils sont comptabilisés à leur valeur nominale et font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement.

3.7 Stocks (IAS 2)

Les stocks sont évalués, conformément à IAS 2, au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valorisation des produits finis se compose des éléments suivants :

- prix de revient des composants valorisés au coût moyen unitaire pondéré ;
- coût de la prestation d'assemblage par le sous-traitant ;
- frais annexes constitués essentiellement des frais de stockage des composants ;
- frais de transit des étiquettes.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dès lors que la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur du stock, une provision pour dépréciation est constatée.

3.8 Créances et autres actifs courants

Les créances et autres actifs courants sont comptabilisés pour leur montant brut, déduction faite des provisions pour dépréciation des montants estimés non recouvrables.

La dépréciation des créances et des autres actifs courants est basée sur une analyse individuelle des risques de non recouvrement.

3.9 Instruments financiers (IAS 39)

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, selon la norme IAS 39. La juste valeur est une valeur fournie par les établissements financiers.

Les instruments financiers dérivés consistent en des contrats de change à terme.

La juste valeur des instruments dérivés est constatée au bilan sur la ligne « autres débiteurs courants », en contrepartie du poste « autres produits et charges financiers ».



3.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie comprend :

- les placements financiers, très liquides et présentant un risque de variation de valeur très limité. Ils sont évalués à la juste valeur, par contrepartie du résultat ;
- les comptes bancaires ;
- les comptes de caisse.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées au cours de clôture.

3.11 Actions propres (IAS 32)

Selon IAS 32 « instruments financiers », si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité.

De telles actions propres peuvent être acquises et détenues par l'entité ou par d'autres membres du groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres.

3.12 Provisions (IAS 37)

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le Groupe comptabilise une provision lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il a une obligation (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour le Groupe par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, et lorsque le montant de la perte ou du passif peut être évalué avec fiabilité.

Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existait à la date de clôture, pourraient occasionner.

3.13 Plans d'option de souscription d'actions et attributions d'actions gratuites (IFRS 2)

La norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions » prévoit l'enregistrement d'une charge en contrepartie des services obtenus dans le cadre des plans de souscription d'actions (et assimilés) accordés aux salariés.

Le Groupe a mis en place des plans d'option de souscription ou d'achat d'actions et a procédé à l'émission de bons de souscription au profit de certains salariés.

Les prix d'option d'achat ou de souscription sont fixés par le Conseil d'Administration qui consent les options.

Les évolutions de valeurs postérieures aux dates d'octroi sont sans incidence sur l'évaluation initiale des options ; le nombre d'options pris en compte pour valoriser les plans est ajusté à chaque clôture pour tenir compte de la présence des bénéficiaires aux fins de périodes d'indisponibilité des droits.



L'avantage valorisé équivaut à une rémunération des bénéficiaires qui est donc comptabilisée en charges de personnel, de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

La juste valeur des stock-options attribuées à compter de l'exercice 2012 est déterminée sur la base du modèle de Black & Scholes. Ce dernier prend en compte les caractéristiques du plan telles que prix d'exercice et période d'exercice, les données de marché lors de l'attribution telles que taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus et une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

La juste valeur des plans d'options de souscriptions d'actions émis avant 2012 a été évaluée à leur valeur intrinsèque.

La juste valeur des actions gratuites attribuées à compter de 2012 correspond à la valeur de l'action au jour de l'attribution sous déduction de l'hypothèse de distribution de dividendes pendant la période d'acquisition. La charge globale du plan correspond à la juste valeur estimée après prise en compte de l'incessibilité multipliée par le nombre d'actions attribuées sur les deux périodes d'acquisition envisagées dans le plan, multipliée par la probabilité de réalisation des objectifs de performance.

3.14 Avantage au personnel (IAS 19 révisée)

Indemnités de fin de carrière

La provision constituée au titre des avantages au personnel concerne exclusivement les indemnités de départ à la retraite qui sont légalement dues aux salariés en France.

Le calcul se fait conformément à la norme IAS 19 révisée, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ à la retraite, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

La charge de l'exercice correspondant à la variation du coût des services rendus est constatée en charge de personnel, le coût de l'actualisation est comptabilisé en charge financière.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements de retraite sont les suivants :

- Age de départ: 65-67 ans
- Taux de contribution charges patronales : 46%
- Taux d'actualisation : 3,02%
- Table de mortalité considérée : INSEE 2012
- Convention collective : Métallurgie

De plus, les gains et pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles, sont désormais comptabilisés en « Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ».



Droit Individuel de formation

Les dépenses engagées au titre du DIF « droit individuel de formation » constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Cet avantage n'a pas été estimé du fait de l'âge moyen du personnel salarié.

3.15 Impôts différés (IAS 12)

Les impôts différés résultent des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Conformément à IAS 12 « Impôts sur le résultat », ils sont comptabilisés selon la méthode du report variable, sur la base des taux d'imposition futurs adoptés en fin d'exercice. Le taux actuellement utilisé est le taux de droit commun de 33 1/3 % (hors contribution sociale).

3.16 Crédit d'impôt recherche (IAS 20)

Le crédit d'impôt recherche est une incitation fiscale assimilable à une subvention. Il rentre donc dans le champ d'application de la norme IAS 20. Selon cette norme, il convient de procéder à une allocation du crédit d'impôt recherche selon que les dépenses de recherche sont comptabilisées à l'actif (inscription en immobilisations incorporelles selon IAS 38) ou en résultat.

Le Groupe immobilise ses frais de développement selon la norme IAS 38. Le crédit d'impôt doit donc être différé dans le temps sur la durée d'amortissement des frais de recherche et développement qui ont généré ce crédit d'impôt.

3.17 Conversion des éléments en devises

Les comptes consolidés au 30 juin 2013 ont été établis en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère.

Chaque entité du Groupe détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont mesurés en utilisant cette monnaie fonctionnelle.

Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées

Les transactions en devises constatées dans le compte de résultat sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat.

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société mère sont convertis en euros :



- les actifs et passifs sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture ;
- les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours ;
- les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

3.18 Résultat par action

Le Groupe présente un résultat de base par action et un résultat par action dilué.

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat net dilué par action est calculé en retenant la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture.

3.19 Chiffre d'affaires (IAS 18)

Le chiffre d'affaires est reconnu et présenté conformément à la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

Le fait générateur du chiffre d'affaires varie selon la nature de la vente :

- Lorsque le Groupe est en charge de l'installation des systèmes d'étiquettes, la reconnaissance du revenu s'effectue lorsque le système devient opérationnel (pose de l'antenne). A la clôture des comptes, les installations facturées mais non terminées donnent lieu à la constatation d'un produit constaté d'avance. Les travaux réalisés sont alors valorisés (prix de revient des matériels et coût du temps passé) et sont comptabilisés en cours de production.
- Lorsque le Groupe ne livre que les étiquettes, la reconnaissance du revenu s'effectue lors de la prise en charge de la marchandise par le transporteur ou le transitaire (cas des ventes FOB).

Par ailleurs, la formation est facturée séparément, lors de la réalisation de la prestation.

Enfin, les contrats de maintenance sont facturés par avance pour des périodes de quatre à six mois. Des produits constatés d'avance sont comptabilisés pour annuler le chiffre d'affaires lié à l'exercice suivant au prorata temporis.

3.20 Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Le Groupe a identifié trois secteurs opérationnels correspondant à la ventilation de l'activité entre :

- les installations,
- le rééquipement,
- la maintenance/SAV.

Le Groupe n'a pas la possibilité de découper de façon analytique la formation du résultat par secteur.

Les informations sectorielles sont présentées au niveau du chiffre d'affaires.



4 Notes sur les états financiers

4.1 Notes sur le bilan actif et passif

Note 1– Immobilisations incorporelles

Actif brut immobilisé	À l'ouverture	Augment.	Virement poste à poste	Dimin.	À la clôture
Goodwill	15 587				15 587
Recherche et développement	8 631	132	293		9 056
Concessions, brevets, droits similaires	11 901	64			11 965
Immobilisations incorporelles en cours	7 023	2 750	-293		9 480
TOTAL	43 142	2 946	0		46 088

Amortissements	À l'ouverture	Dotation	Reprise	À la clôture
Recherche et développement	4 122	658		4 780
Concessions, brevets, droits similaires	5 840	468		6 308
TOTAL	9 962	1 126		11 088

Note : les investissements incorporels décrits ici pour un total de 2,9M€ sont constitués d'une part des investissements R&D cités ci-dessus pour 2,4M€ et d'autre part de 0,4M€ relatif à la mise en œuvre d'un nouvel ERP.

Note 2– Immobilisations corporelles

Actif brut immobilisé	À l'ouverture	Augment.	Virement poste à poste	Dimin.	À la clôture
Constructions et agencements	868	115			983
Installations techniques, matériel et outillage	1 675	449			2 125
Immobilisations corporelles en cours		52			52
Autres immobilisations corporelles	581	113		1	695
TOTAL	3 124	729		1	3 855

Amortissements	À l'ouverture	Dotation	Reprise	À la clôture
Constructions et agencements	278	35		313
Installations techniques, matériel et outillage	1 049	137		1 186
Autres immobilisations corporelles	329	41	1	371
TOTAL	1 656	213	1	1 870

Note : les immobilisations corporelles investies ce semestre (0.7M€) se décomposent en 0.5M€ destinées à la R&D et 0.2M€ d'aménagements divers de l'Innovation Center. Les investissements corporels et incorporels destinés à la R&D s'établissent donc à 2.9M€ au total.

Note 3 – Actifs financiers

Actifs financiers	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Dépôts et cautions	134	1		135
Autres prêts	129	34		163
Divers	17	19	15	21
TOTAL	280	54	15	319

Note 4 – Stocks

Etat des stocks	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Stock de matières premières	8 170	5 581	5 509
Stock de produits finis	14 205	13 099	12 017
Stock de marchandises	4 055	4 056	4 106
Dépréciation du stock	-1 089	-1 024	-679
TOTAL	25 341	21 712	20 453

Note 5 – Créances clients

État des créances clients	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Créances clients brutes	30 359	21 681	20 909
Provision pour dépréciation	-305	-457	-473
Clients – factures à établir	406	1 255	540
TOTAL	30 460	22 479	20 976

Note 6 – Autres débiteurs courants

État des créances	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Instruments financiers	88	-	43
Créances fiscales	1745	3 205	2 009
Créances sociales	276	106	64
Fournisseurs - Avances et acomptes	1718	559	338
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	28	7	30
Autres créances	112	129	135
Charges constatées d'avance	369	245	230
TOTAL	4336	4 251	2 849

La hausse des acomptes versés aux fournisseurs s'explique par le pic d'approvisionnement en composants.

Note 7 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

État des créances	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Valeurs mobilières de placement	17 327	22 327	24 258
Trésorerie – comptes débiteurs	5 755	2 368	1 579
Trésorerie disponible	23 082	24 695	25 837
Trésorerie – comptes créditeurs	-4 582	-	-
TOTAL	18 500	24 695	25 837

Le montant des valeurs mobilières au 30 juin 2013 s'élève à 17 327 K€. Elles sont composées de comptes à terme.

Les produits à recevoir s'élèvent à 1 026 K€. Ils concernent pour 1 026 K€ les intérêts courus des comptes à terme.

Note 8 – Capital

Mouvements des titres	Nombre	Val. Nominale	Capital social
Titres en début de période	11 025 023	2,00 €	22 050
Titres émis	-	-	-
Titres en fin de période	11 025 023	2,00 €	22 050

Au 30 juin 2013, la Société détient un total de 57 813 titres d'autocontrôle, dont 17 813 relatifs au contrat de liquidité renouvelé au cours de l'exercice 2013. Les actions propres sont retraitées en déduction des capitaux propres en application d'IAS 32.

Note 9 – Autres instruments de capitaux propres

Options de souscription d'actions et attributions d'actions gratuites

Un plan d'options de souscription d'actions a été mis en place au titre de 2009, lors des Conseils d'administration des 15 avril 2010, 15 septembre 2010 et 21 octobre 2011.

Un plan d'options de souscription d'actions a été mis en place au titre de 2012, lors des Conseils d'administration des 31 août 2012, 18 décembre 2012 et 28 mai 2013.

Par ailleurs, des actions gratuites ont été attribuées lors des Conseils d'administration des 31 août 2012 et 28 mai 2013. Ces actions seront attribuées aux bénéficiaires en 2015 et/ou 2016 sous conditions de performance. Le nombre total d'actions pouvant être émis s'élève à 183 130 actions. La Société procèdera, le cas échéant, à l'attribution d'actions nouvelles.

La valeur des actions et des options de souscription d'actions retenue comme assiette de la contribution sociale de 30%, au titre des attributions réalisées sur 2013, s'élève à 138 K€.

Enfin, dans le cadre des fusions successives par absorption de SES COM par SES ESL, puis de SES ESL par Store Electronic Systems, SES ESL puis Store Electronic Systems ont préservé les droits des titulaires d'options de souscription d'actions SES COM puis de SES ESL. Ces derniers pourront ainsi exercer leurs options et souscrire des actions Store Electronic Systems en lieu et place des actions SES ESL.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux options de souscription d'actions en vigueur au 30 juin 2013 :

Nombre d'options attribuées	Date de l'Assemblée Générale / Conseil d'administration	Début de la période d'exercice	Fin de la période d'exercice	Nb actions SES auquel donnent droit les options non encore converties	Prix de souscription des actions SES (en €)
18 800	19/03/2008	19/03/2012	19/03/2015	18 800	11,20
14 000	15/04/2010	15/04/2014	15/04/2017	14 000	10,96
8 500	15/09/2010	15/09/2014	15/09/2017	8 500	8,89
58 500	21/10/2011	21/10/2015	21/10/2018	58 500	9,38
315 800	31/08/2012	31/08/2016	31/08/2019	315 800	9,34
19 000	18/12/2012	18/12/2016	18/12/2019	19 000	9,02
65 200	28/05/2013	28/05/2017	28/05/2020	65 200	10,44
499 800				499 800	

Au 30 juin 2013, le nombre d'options de souscription d'actions en vigueur, qui donnent droit à la souscription d'un nombre total de 499 800 actions, représentent 4,3 % du capital social et des droits de vote de Store Electronic Systems après dilution.

Note 10 – Réserves consolidées

Prime d'émission

La prime d'émission de 19 032 K€ résulte des diverses augmentations de capital réalisées depuis la création de la Société.

Note 11 – Provisions non courantes

Nature des provisions	À l'ouverture	Dotation	Reprise utilisée	Non utilisées	À la clôture
Autres provisions pour risques	148	15	47		117
Provisions pour charges	103	142	89		157
TOTAL	251	157	136		274

Les provisions pour risques sont constituées pour tenir compte des risques existant à la clôture des comptes.

Note 12 – Autres passifs non courants

Nature des autres produits non courants	À l'ouverture	Subvention de la période	Quote-part rapportée au résultat	À la clôture
Subvention - Crédit d'impôt recherche	1 859	395	147	2 107
TOTAL	1 859	395	147	2 107

Note 13 – Fournisseurs

État des dettes fournisseurs	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Dettes fournisseurs	11 885	8 675	7 855
Fournisseurs – factures non parvenues	4 556	4 437	2 353
TOTAL	16 441	13 112	10 208

Note 14 – Autres dettes et comptes de régularisation

État des autres dettes	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Instruments financiers	-	80	-
Clients – avances et acomptes	1 435	259	270
Clients – avoirs à établir	635	277	474
Dettes sociales et fiscales, engagements retraite	3 502	3 287	2 475
Produits constatés d'avance et autres dettes	1 246	322	581
TOTAL PASSIF	6 818	4 225	3 800

Concernant l'indemnité de départ à la retraite, un contrat d'assurance « Indemnités de fin de carrière » a été souscrit auprès du « CIC Assurances » le 17 septembre 2007. Les versements effectués auprès de cet organisme sont destinés à couvrir cet engagement, estimé à 210 K€ au 30 juin 2013. Aucune somme n'a été versée au cours de l'année 2013. Le montant des engagements liés aux indemnités de départ à la retraite, non couvert par le contrat, est estimé à 139 K€.

4.2 Notes sur le compte de résultat

Note 15 – Chiffre d'affaires

30/06/2013		
Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	%
Installations	19 004	54%
Rééquipement	13 058	37%
Maintenance / SAV / divers	2 809	8%
TOTAL	34 871	
Origine du chiffre d'affaires	Montant HT	%
France métropolitaine	20 154	58%
Export	14 717	42%
TOTAL	34 871	

Note 16 – Charges externes

Autres charges externes	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Sous-traitance	-856	- 1 190	-496
Locations	-669	-1 002	-476
Personnel extérieur	-276	-1 156	-537
Honoraires	-650	-988	-229
Coût du transport des marchandises	-894	-1 393	-538
Frais de déplacement	-784	-1 114	-497
Autres charges	-1 790	-3 156	-1 316
TOTAL	- 5 919	- 9 999	- 4 089

Note : ces charges reprennent l'ensemble des coûts fixes et coûts variables, classés soit en marge brute soit en charges d'exploitation dans les présentations d'activité.

Note 17 – Charges de personnel

Charges de personnel	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Charges de personnel	-6 102	-10 283	- 4 835
Engagements retraite	-23	-38	6
Charges activées en immobilisation – frais de dev.	626	1 077	537
Options de souscription d'actions	-104	-68	-6
Actions gratuites	-33	-21	
TOTAL	- 5 636	- 9 333	- 4 298

Note 18 – Dotation nette aux provisions

Dotation nette aux provisions	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Variation des provisions pour risques	32	102	-63
Variation des provisions pour charges	-53	235	146
Variation des provisions sur clients	152	-400	-415
Variation des provisions sur stock	-65	-507	-161
TOTAL	66	-569	- 493

Note 19 – Autres produits et charges financiers

Autres produits et charges financiers	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Instruments financiers	-168	-80	-43
Charges d'intérêts bancaires	40	-13	16
TOTAL	128	-93	27

Les instruments financiers correspondent à des achats à terme de dollars.

Note 20 – Impôt sur le résultat et impôts différés

K€	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Impôts différés	55	47	-37
Impôts exigibles	-926	- 2 311	-1300
Charge d'impôt	- 871	- 2 264	- 1 337

Preuve d'impôt

Taux applicable en France	33,33%
Résultat net	1 671
Impôt théorique (Résultat net + Impôt comptabilisé) x 33,33%	-847
Impôt comptabilisé	-871
Écart	-24
Incidences :	
Différences permanentes	-30
Autres	19
Crédits d'impôts	1
Contribution sociale additionnelle	-14
Total	-24

Note 21 – Résultat par action

Effet de la dilution potentielle sur le capital

Instruments	Nombre	Effet
Options de souscription d'actions	499 800	4,3%
Actions gratuites	183 130	1,6%
Total	682 930	5,8%

Résultat par action

Résultat par action	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
Résultat (K€)	1 671	4 094	2 091
Nombre moyen pondéré d'actions	11 025 023	11 025 023	11 025 023
Options de souscription d'actions	499 800	415 600	99 800
Bons de souscription d'action	-	-	0
Actions gratuites	183 130	164 200	
Résultat par action (en euros)			
- Avant dilution	0,15	0,37	0,19
- Après dilution	0,14	0,35	0,19

Note 22 – Information sectorielle

	30/ 06/2013			30/06/2012		
	TOTAL	France Métropolitaine	Export	TOTAL	France Métropolitaine	Export
CHIFFRE D'AFFAIRES	34 871	20 154	14 717	30 749	20 888	9 861
- Installations	19 004	7 671	11 333	17 758	9 862	7 896
- Rééquipement	13 058	10 127	2 931	10 678	8 992	1 686
- Maintenance / SAV / divers	2 809	2 356	453	2 313	2 034	279

5 Autres informations

Note 23 – Effectif moyen

L'effectif moyen du 1^{er} semestre 2013 se répartit de la manière suivante (au prorata du temps de présence sur le semestre) :

Catégories de salariés	Salariés
Cadres	94
Agents de maîtrise & techniciens	40
Employés	31
Apprentis sous contrat	2
TOTAL	167

Note 24 – Engagements hors bilan

Engagements donnés

Au 30 juin 2013, les cautions et garanties bancaires suivantes ont été accordées : garantie de paiement de loyer Savills : 9 K€

Le volume d'heures de formation dispensées sur le premier semestre 2013 s'élève à 2823 heures, soit une moyenne de 17 heures par collaborateur.

Les formations linguistiques, les formations à la négociation commerciale ainsi que le secourisme au travail ont été pris au titre du droit individuel à la formation. Elles représentent un volume de 1372 heures de formation, soit 49% du total des formations dispensées.

Le nombre d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis ouverts au titre du droit individuel à la formation par les salariés s'élève à 8 604 heures au 30 juin 2013.

Engagements reçus

La Société a reçu en garantie d'une avance de 60 K€ effectuée auprès de la Société Yara Tec, le nantissement de 50% des parts sociales de cette Société.

Montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre de la location en vertu de contrats de location simple non résiliables :

Contrats de locations	à 1 an	entre 1 et 5 ans	à plus de 5 ans
- Véhicules	394	377	-

Note 25 – Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée au nouveau Président - Directeur général, M. Thierry Gadou, pour la période écoulée s'élève à 268 K€ au titre de sa rémunération fixe 2013 (6 mois) et de son bonus annuel 2012.

Un contrat au titre de la Garantie Sociale des Chefs et Dirigeants d'Entreprises (GSC) a été souscrit au cours de l'année 2012 au profit du Président - Directeur général. Ce contrat comprend le régime de base ainsi qu'un régime complémentaire, prévoyant une couverture d'indemnisation sur une période de 12 mois (ancien régime).

Note 26 – Honoraires des Commissaires aux comptes

La charge comptabilisée au titre des honoraires des Commissaires aux comptes s'élève à 71K€ au titre de la mission d'audit légal.

Note 27– Degré d'exposition aux risques de marché

En ce qui concerne les créances et dettes subissant des variations de change :

Le total des ventes en devises du premier semestre 2013 s'élève à 2 719 KSGD et 23 991 KMXN. Au 30 juin 2013, les créances en devises non soldées représentent 452 K\$, 2 696 KSGD et 37 925 KMXN, soit 4 201 K€.

Le total des achats en devises du premier semestre 2013 s'élève à 18 223 K\$ et 255 M¥. Au 30 juin 2013, les dettes en devises non soldées représentent 7 146 K\$ et 52 M¥, soit 5 861 K€.

Les gains de change comptabilisés sur le premier semestre s'élèvent à 952 K€ et les pertes de change à 869 K€.

En matière financière, la Société est essentiellement exposée aux variations des devises sur ses achats réalisés en dollar (environ 48% des volumes) et en yen (7%). Par ailleurs, la Société facture certaines de ses clients en devises (USD, MXN) mais pour des valeurs qui restent marginales.

Compte tenu de l'évolution du cours du dollar par rapport à l'euro en 2013, la Société a mis en place un accumulateur et a procédé à des achats à terme de dollar US pour limiter son risque de change.

Note 28 – Dépenses de recherche et développement

Le montant global des dépenses de recherche et développement s'est élevé à 2 801 K€ sur la période, dont 364 K€ comptabilisés en charge et 2 437 K€ activés au bilan.

Note 29 – Transactions avec les parties liées

Les parties liées identifiées par le Groupe sont :

- Les actionnaires du Groupe détenant plus de 5% du capital social
- Les membres du Conseil d'administration

Il n'existe pas d'opération significative conclue avec des parties liées sur le semestre.

Note 30- Risques de crédit, de liquidité et de trésorerie

Pour ce qui concerne les risques de crédit, de liquidité et de trésorerie, la Société estime ne pas présenter de risque puisqu'elle n'a recours à aucun emprunt bancaire et qu'elle dispose d'une trésorerie très largement excédentaire

La Société ne détient pas de placements à risques. L'ensemble des valeurs mobilières de placement est constitué de comptes à terme.

6 Périmètre de consolidation

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes intermédiaires au 30 juin 2013. La filiale italienne n'est pas active au 30 juin 2013.

Raison sociale	Siège	% contrôle 30/06/2013	% intérêt 30/06/2013	% intérêt 31/12/2012
SES (S.A.)	Argenteuil (France)	(mère)	(mère)	(mère)
Sociétés consolidées par intégration globale				
Store Electronic Systems Asia Pacific (PTE. LTD.)	Singapour	100	100	100
Store Electronic Systems Latino America (S.de.R.L.de.C.V.)	Mexique	99	99	99
Store Electronic Systems Italia (S.R.L)	Italie	100	100	

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET ATTESTATION DU RESPONSABLE



Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle - Période du 1er janvier au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés du Groupe Store Electronic Systems, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 28 août 2013

Les Commissaires aux Comptes



MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
S.A. au capital de € 8.320.000
Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie -
Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable
Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

M. Bernard Espana

M. Yves Canac

Attestation du Responsable du rapport

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013,

A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Store Electronic Systems, et le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Monsieur Thierry GADOU

Président – Directeur général



